

Questions orales

coeur. Le ministre sait pertinemment que ce sont les garderies qui permettent aux familles pauvres de sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de trouver du travail rémunéré. Il a toutes les données qu'il faut pour le prouver. Il dit avoir fait son choix; il avait plusieurs options mais il a choisi d'enterrer les garderies.

J'aimerais donc poser la question suivante au ministre: après avoir promis un programme national de garderies en 1984, puis en 1988 et à nouveau il y a tout juste un an, pourquoi le gouvernement ne tient-il pas la promesse qu'il a faite aux familles canadiennes, aux femmes canadiennes et aux enfants canadiens? Les enfants battus et maltraités ont autant besoin de garderies que les autres.

• (1440)

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Tout d'abord, monsieur le Président, la députée devrait reconnaître ce qu'elle sait déjà, à savoir que le gouvernement investit plus d'un milliard de dollars par an dans le système canadien de garderies.

Ensuite, elle sait fort bien que le budget, qu'elle a soigneusement lu, prévoit une augmentation des déductions pour frais de garde d'enfants; pour ceux qui sont âgés de zéro à sept ans, elle est partie de 4 000 à 5 000 \$ et pour les enfants de sept à quatorze ans, cette déduction passe de 2 000 à 3 000 \$.

Je suis certain qu'elle s'accordera avec moi pour dire que c'est une bonne initiative, elle qui parle de violence et de mauvais traitements. Et je pense qu'elle ne pourra pas nier que cette mesure devrait pouvoir nous aider à donner à ces enfants de meilleures chances d'être entourés, soutenus et aimés.

Autrement dit, nous avons abordé la question des garderies en tenant compte des moyens dont nous disposons. Nous nous devons aussi d'aider les enfants qui, jour après jour, font face aux dures réalités de la vie. Je mets la députée au défi de dire qu'elle n'est pas d'accord avec cette politique.

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, il peut me mettre au défi tant qu'il voudra, le ministre a tort.

Le gouvernement parle de consacrer un milliard de dollars aux services de garderie. Il perd un milliard de dollars chaque année en déductions pour frais de représentation et ces frais incluent même les services d'escorte. Cela, aux dépens des enfants du Canada.

Nous assistons à la fin d'un programme social universel, celui des garderies. Je demande au ministre quel sera le prochain programme sacrifié, les pensions de vieillesse ou l'assurance-maladie?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, aujourd'hui, nous avons fait un choix. La députée doit comprendre que les programmes sociaux existent pour combler les besoins des Canadiens. C'est pour cela que nous avons ces programmes, ceux qui existaient déjà et ceux qu'on a annoncés hier dans le budget.

Les programmes de soins de santé doivent répondre à un besoin des Canadiens. Cela ne changera pas. C'est exactement la même chose dans le cas des programmes destinés aux personnes âgées.

Aujourd'hui, nous avons décidé d'utiliser l'argent que nous donnons aux riches pour régler les problèmes des enfants. Grand Dieu, le NPD me demande de ne pas prendre d'argent à ceux qui gagnent 250 000 \$! C'est un miracle.

Je veux donner cet argent aux familles pauvres pour qu'elles puissent mieux s'occuper de leurs enfants. J'espère que les sauveurs du monde m'aideront dans mon entreprise.

* * *

LE BUDGET

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, j'aimerais revenir au ministre des Finances. Dans son budget, il se soustrait entièrement à ses responsabilités à l'égard des chômeurs.

Le ministre pourrait-il expliquer pourquoi son gouvernement et lui-même refusent de voir le 1,5 million de Canadiens en chômage et les 2,5 millions d'assistés sociaux? Peut-il expliquer à ces gens pourquoi on les relègue aux oubliettes?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, nous n'avons rejeté personne aux oubliettes. Nous avons créé un climat de confiance et amélioré le climat de l'investissement.

Lorsque nous avons pris le pouvoir, le gouvernement précédent nous a laissé un taux de chômage de près de 12 p. 100 et on ne parlait pas de crise à cette époque.

Je sais que le taux de chômage est trop élevé. Nous érigeons la structure de base. Les taux d'intérêt ont baissé, l'inflation diminue tout comme le coût de faire des affaires. Nous améliorons le climat de l'investissement